

## Emprunts des collectivités: inquiétudes du représentant des villes moyennes

PARIS, 3 nov 2008 (AFP) - Jean-Christophe Boyer, représentant des villes moyennes à la réunion organisée lundi par le gouvernement sur les emprunts des collectivités locales, a souligné qu'il ne partageait pas l'optimisme des banques, selon lesquelles 50 communes seulement seraient en situation difficile.

"Le nombre de collectivités touchées par les emprunts à produits structurés reste une énigme", a affirmé dans un communiqué M. Boyer, qui représentait la Fédération des **maires** de villes moyennes.

"Selon les banques, ces produits ont été proposés à 1.300 communes en France et seules 50 d'entre elles connaîtraient une situation difficile. Je ne partage pas cet optimisme", a écrit l'adjoint aux finances de la ville de Laval (Mayenne), repassée à gauche en 2007.

Pour M. Boyer, "nous sommes face à un risque d'affaissement général des budgets des collectivités car la maîtrise de leurs dépenses de fonctionnement et la réduction de leurs investissements ne suffiront pas à compenser l'augmentation importante de leurs charges financières".

Selon lui, "pour maintenir un investissement suffisant", les collectivités doivent pouvoir sortir de leurs prêts à produits structurés "à des conditions acceptables".

Or "les sorties de ces produits d'emprunt structurés ne seront pas gratuites" et "on ne peut pas tout faire porter sur le budget des collectivités".

A Laval par exemple, sortir d'un emprunt à produits structurés de 8 millions d'euros coûterait près de 5 millions d'euros de pénalités, a-t-il précisé.

"Si l'on ne fait rien, les collectivités en difficultés seront tentées de continuer à spéculer afin d'espérer une issue positive à leur situation délicate", a prévenu M. Boyer.

eb/bbm/abx